

CENTRE REGIONAL D'INFORMATION ET DE PREVENTION DU SIDA ET POUR LA SANTE DES JEUNES

16, rue de l'Evangile
75018 PARIS

Rapports du Commissaire aux Comptes

Exercice clos le 31 Décembre 2023

SOMMAIRE

- **RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS**
- **BILAN ET COMPTE DE RESULTAT**
- **ANNEXE COMPTABLE**
- **RAPPORT SPECIAL**

***Rapport du Commissaire aux comptes
sur les comptes annuels***



Qualaudit

COMMISSAIRE AUX COMPTES

**Rapport du Commissaire aux Comptes sur les comptes annuels
Exercice clos le 31 Décembre 2023**

Aux membres de l'Association,

- **Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels du **CENTRE REGIONAL D'INFORMATION ET DE PREVENTION DU SIDA ET POUR LA SANTE DES JEUNES** relatifs à l'exercice clos le 31 Décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

- **Fondement de l'opinion**

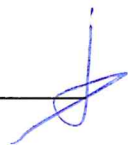
Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} Janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.



- **Justification des appréciations**

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant.

Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

- **Vérification des documents adressés aux membres de l'Association**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

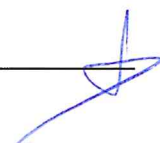
Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier du Trésorier et dans les autres documents adressés aux membres de l'Association sur la situation financière et les comptes annuels.

- **Responsabilités de la Direction et des personnes constituant le gouvernement de l'Association relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la Direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la Direction d'évaluer la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de dissoudre l'Association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.



- **Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

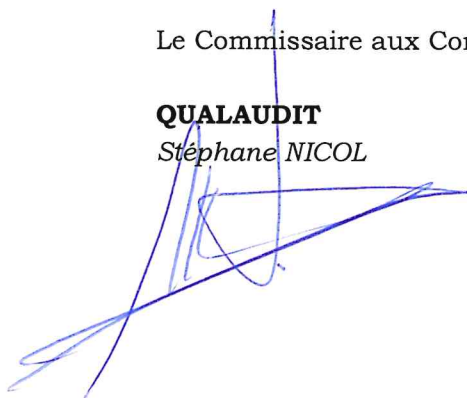
Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Association.

Une description plus détaillée de nos responsabilités de commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels figure dans l'annexe du présent rapport et en fait partie intégrante.

Voisins-le-Bretonneux,
Le 04 Juin 2024

Le Commissaire aux Comptes

QUALAUDIT
Stéphane NICOL

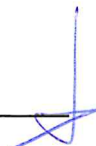


ANNEXE

Description détaillée des responsabilités du commissaire aux comptes

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la Direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la Direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.



Bilan & compte de résultat

CRIPS ILE DE FRANCE

BILAN ACTIF

Période du 01/01/2023 au 31/12/2023

Présenté en Euros

ACTIF	Exercice clos le 31/12/2023 (12 mois)				Exercice précédent 31/12/2022 (12 mois)	
	Brut	Amort. & Prov	Net	%	Net	%
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES:						
Frais d'établissement						
Frais de recherche et développement						
Concessions, brevets, droits similaires	70 017	70 017	0	0,00	0	0,00
Fonds commercial						
Autres immobilisations incorporelles						
Immobilisations incorporelles en cours						
Avances & acomptes sur immobilisations incorporelles						
IMMOBILISATIONS CORPORELLES:						
Terrains						
Constructions						
Installations techniques, matériel & outillage industriels						
Autres immobilisations corporelles	386 862	184 630	202 232	9,77	92 718	4,56
Immobilisations grevées de droit						
Immobilisations corporelles en cours						
Avances & acomptes sur immobilisations corporelles						
IMMOBILISATIONS FINANCIERES:						
Participations						
Créances rattachées à des participations						
Titres immobilisés de l'activité de portefeuille						
Autres titres immobilisés						
Prêts						
Autres immobilisations financières	47 000		47 000	2,27		
TOTAL (I)	503 879	254 647	249 232	12,04	92 718	4,56
STOCKS ET EN COURS:						
Matières premières, approvisionnements						
En cours de production de biens et services						
Produits intermédiaires et finis						
Marchandises						
Avances & acomptes versés sur commandes						
Créances usagers et comptes rattachés	786 641	12 566	774 075	37,40	717 196	35,30
Autres créances						
. Fournisseurs débiteurs						
. Personnel	529		529	0,03	2 250	0,11
. Organismes sociaux	14 841		14 841	0,72	4 978	0,25
. Etat, impôts sur les bénéfices						
. Etat, taxes sur le chiffre d'affaires						
. Autres	7 867		7 867	0,38	11 233	0,55
Valeurs mobilières de placement	229		229	0,01	229	0,01
Instruments de trésorerie						
Disponibilités	1 010 698		1 010 698	48,84	1 188 534	58,51
Charges constatées d'avance	12 090		12 090	0,58	14 295	0,70
TOTAL (II)	1 832 894	12 566	1 820 328	87,96	1 938 715	95,44
Charges à répartir sur plusieurs exercices (III)						
Primes de remboursement des emprunts (IV)						
Ecart de conversion actif (V)						
TOTAL ACTIF	2 336 773	267 213	2 069 561	100,00	2 031 433	100,00

QUALAUDIT

Société de Commissaires aux comptes

21C, rue Jacques CARTIER

78960 VOISINS LE BRETONNEUX

RCS Versailles B: 883 851 610

Tél: 01 61 37 01 91

CRIPS ILE DE FRANCE

BILAN PASSIF

Période du 01/01/2023 au 31/12/2023

Présenté en Euros

PASSIF	Exercice clos le 31/12/2023 (12 mois)		Exercice précédent 31/12/2022 (12 mois)	
FONDS ASSOCIATIFS ET RESERVES:				
FONDS PROPRES				
Fonds associatifs sans droit de reprise				
Ecart de réévaluation				
Réserves	233 131	11,26	217 682	10,72
Report à nouveau				
Résultat de l'exercice	-5 265	-0,24	15 449	0,76
AUTRES FONDS ASSOCIATIFS				
-Fonds associatifs avec droit de reprise				
. Apports	97 998	4,74	97 998	4,82
. Legs et donation				
. Résultats sous contrôle de tiers financeurs				
-Ecart de réévaluation				
-Subventions d'investissement sur biens non renouvelables				
-Provisions réglementées				
-Droits des propriétaires (commodat)				
TOTAL (I)	325 864	15,75	331 129	16,30
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	280 000	13,53	280 000	13,78
TOTAL (II)	280 000	13,53	280 000	13,78
FONDS DEDIES				
. Sur subventions de fonctionnement	468 478	22,64	346 957	17,08
. Sur autres ressources				
TOTAL (III)	468 478	22,64	346 957	17,08
DETTES				
Emprunts et dettes assimilées				
Avances & acomptes reçus sur commandes en cours				
Fournisseurs et comptes rattachés	93 060	4,50	82 904	4,08
Autres	484 091	23,39	519 344	25,57
Instruments de trésorerie				
Produits constatés d'avance	418 068	20,20	471 099	23,19
TOTAL (IV)	995 219	48,09	1 073 347	52,84
Ecart de conversion passif (V)				
TOTAL PASSIF	2 069 561	100,00	2 031 433	100,00
ENGAGEMENTS REÇUS				
Legs nets à réaliser :				
- acceptés par les organes statutairement compétents				
- autorisés par l'organisme de tutelle				
Dons en nature restant à vendre				
ENGAGEMENTS DONNÉS				

QUALAUDIT

Société de Commissaires aux comptes
21C, rue Jacques CARTIER
78960 VOISINS LE BRETONNEUX
RCS Versailles B: 883 851 610
Tél: 01 61 37 01 91

CRIPS ILE DE FRANCE

COMPTE DE RÉSULTAT

Période du 01/01/2023 au 31/12/2023

Présenté en Euros

COMPTE DE RÉSULTAT		Exercice clos le 31/12/2023 (12 mois)		Exercice précédent 31/12/2022 (12 mois)		Variation absolue (12 mois)		%	
	France	Exportation	Total	%	Total	%	Variation	%	
PRODUITS D'EXPLOITATION:									
Ventes de marchandises	18 130		18 130	2,89	20 652	5,59	-2 522	-12,20	
Production vendue de biens									
Prestations de services	609 701		609 701	97,11	348 944	94,41	260 757	74,73	
Montants nets produits d'expl.	627 832		627 832	100,00	369 596	100,00	258 236	69,87	
AUTRES PRODUITS D'EXPLOITATION:									
Production stockée									
Production immobilisée									
Subventions d'exploitation			3 813 187	607,36	3 672 977	993,78	140 210	3,82	
Cotisations			450	0,07	350	0,09	100	28,57	
(+)-Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs			300 719	47,90	370 588	100,27	-69 869	-18,84	
Autres produits			1	0,00	3 560	0,96	-3 559	-99,96	
Reprise sur provisions, dépréciations									
Transfert de charges			26 016	4,14	48 445	13,11	-22 429	-46,29	
Sous-total des autres produits d'exploitation			4 140 373	659,47	4 095 920	N/S	44 453	1,09	
Total des produits d'exploitation (I)			4 768 205	759,47	4 465 517	N/S	302 688	6,78	
Quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun									
Exédent transféré (II)									
PRODUITS FINANCIERS:									
De participations			4 596	0,73	696	0,19	3 900	560,34	
D'autres valeurs mobilières et créances d'actif									
Autres intérêts et produits assimilés									
Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges									
Différences positives de change									
Produits nets sur cessions valeurs mobilières placement									
Total des produits financiers (III)			4 596	0,73	696	0,19	3 900	560,34	
PRODUITS EXCEPTIONNELS:									
Sur opérations de gestion									
Sur opérations en capital			30 000	4,78			30 000	N/S	
Reprises sur provisions et transferts de charges									
Total des produits exceptionnels (IV)			30 000	4,78			30 000	N/S	
TOTAL DES PRODUITS (I + II + III + IV)			4 802 801	764,98	4 466 213	N/S	336 588	7,54	
SOLDE DEBITEUR = DEFICIT			-5 265	-0,83			-5 265	N/S	
TOTAL GENERAL			4 808 066	765,82	4 466 213	N/S	341 853	7,65	
CHARGES D'EXPLOITATION:									
Achats de marchandises			17 045	2,71	8 406	2,27	8 639	102,77	
Variations stocks de marchandises									
Achats de matières premières et autres approvisionnements									
Variations stocks matières premières et autres approvisionnements									
Autres achats non stockés			121 441	19,34	170 279	46,07	-48 838	-28,67	
Services extérieurs			447 881	71,34	636 851	172,31	-188 970	-29,66	
Autres services extérieurs			933 411	148,67	715 060	193,47	218 351	30,54	
Impôts, taxes et versements assimilés			255 835	40,75	220 004	59,53	35 831	16,29	
Salaires et traitements			1 806 725	287,77	1 643 736	444,74	162 989	9,92	
Charges sociales			674 986	107,51	659 277	178,38	15 709	2,38	
Autres charges de personnel			69 054	11,00	60 362	16,33	8 692	14,40	
Subventions accordées par l'association									

QUALAUDIT

Société de Commissaires aux comptes
21C. rue Jacques CARTIER
78960 VOISINS LE BRETONNEUX
RCS Versailles B: 883 851 610
Tél: 01 61 37 01 91

CRIPS ILE DE FRANCE

COMPTE DE RÉSULTAT

Période du 01/01/2023 au 31/12/2023

Présenté en Euros

COMPTE DE RÉSULTAT (suite)	Exercice clos le 31/12/2023 (12 mois)		Exercice précédent 31/12/2022 (12 mois)		Variation absolue (12 mois)	%
Dotations aux amortissements et aux dépréciations						
.Sur immobilisations : dotation aux amortissements	31 958	5,09	21 356	5,78	10 602	49,64
.Sur immobilisations : dotation aux dépréciations						
.Sur actif circulant : dotation aux dépréciations	12 566	2,00			12 566	N/S
.Pour risques et charges : dotation aux provisions			70 000	18,94	-70 000	-100,00
(-)Engagements à réaliser sur ressources affectées	422 240	67,25	239 938	64,92	182 302	75,98
Autres charges	32	0,01	5 467	1,48	-5 435	-99,40
Total des charges d'exploitation (I)	4 793 175	763,45	4 450 737	N/S	342 438	
Quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun						
Déficit transféré (II)						
CHARGES FINANCIERES:						
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et provisions						
Intérêts et charges assimilées						
Différences négatives de change						
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières placements						
Total des charges financières (III)						
CHARGES EXCEPTIONNELLES:						
Sur opérations de gestion			28	0,01	-28	-100,00
Sur opérations en capital						
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et provisions	14 891	2,37			14 891	N/S
Total des charges exceptionnelles (IV)	14 891	2,37	28	0,01	14 863	N/S
Participation des salariés aux résultats (V)						
Impôts sur les sociétés (VI)						
TOTAL DES CHARGES (I + II + III + IV + V + VI)	4 808 066	765,82	4 450 764	N/S	357 302	8,03
SOLDE CREDITEUR = EXCEDENT			15 449	4,18	-15 449	-100,00
TOTAL GENERAL	4 808 066	765,82	4 466 213	N/S	341 853	7,65
EVALUATION DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE						
PRODUITS :						
Bénévolat	63 248		59 133			
Prestations en nature						
Dons en nature						
TOTAL	63 248		59 133			
CHARGES :						
Secours en nature						
Mise à disposition gratuite de biens et services						
Prestations						
Personnel bénévole	63 248		59 133			
TOTAL	63 248		59 133			

Annexe

PREAMBULE

Le Crips a pour objet, dans le respect et la promotion de l'équité territoriale, de créer, mettre en œuvre, appuyer, relayer des actions de prévention, d'information, d'accompagnement, de soutien et de recherche dans les domaines de la lutte contre le sida et de la prévention santé jeunesse, plus particulièrement dans les domaines de la vie affective et sexuelle, la contraception, les addictions, le bien-être, la santé mentale et la prévention du suicide, la lutte contre les discriminations.

Les ressources de l'association se composent :

- du montant des subventions ou cotisations versées par ses membres actifs. Le montant des cotisations des membres actifs est fixé annuellement par le Conseil d'administration.
- des subventions de personnes morales qui souscrivent aux objectifs de l'association
- des dons, legs ou autres participations financières de personnes morales tierces qui souscrivent aux objectifs de l'association
- du produit de la vente d'outils et de prévention et des rétributions pour services rendus.

L'exercice social clos le 31/12/2023 a une durée de 12 mois.

L'exercice précédent clos le 31/12/2022 avait une durée de 12 mois.

Le total du bilan de l'exercice avant affectation du résultat est de 1 752 029,15 E.

Le résultat net comptable est un déficit de 5 264,98 E.

Les informations communiquées ci-après font partie intégrante des comptes annuels qui ont été établis le 31/05/2024 par les dirigeants.

QUALAUDIT

Société de Commissaires aux comptes
21C, rue Jacques CARTIER
78960 VOISINS LE BRETONNEUX
RCS Versailles B: 883 851 610
Tél: 01 61 37 01 91

PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES

METHODE GENERALE

Les comptes annuels ont été élaborés et sont présentés conformément aux principes définis par le Plan Comptable Général 2014-03, aux prescriptions du Code du commerce et au règlement n° 2018-06 relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations et des fondations, énoncés par le Comité de la Réglementation Comptable.

L'évaluation des éléments de l'actif a été pratiquée par référence à la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention contraire, les montants sont exprimés en EUROS.

PRINCIPALES METHODES D'EVALUATION ET DE PRESENTATION

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

Evaluation des immobilisations incorporelles et corporelles :

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou de production, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, et après déduction des rabais commerciaux, remises, escomptes de règlements obtenus.

Les intérêts des emprunts spécifiques à la production d'immobilisations ne sont pas inclus dans le coût de production de ces immobilisations.

Les frais d'acquisition des immobilisations à savoir les droits de mutations, les honoraires, les commissions et les frais d'actes sont incorporés (ou sont directement inscrits en charges) dans le coût d'acquisition ou de production de ces immobilisations.

Amortissement et dépréciation de l'actif :

Postérieurement à leur entrée, les actifs font l'objet d'un amortissement et / ou d'une dépréciation.

Les actifs dont l'utilisation par l'entité est déterminable font l'objet d'un amortissement mesuré par la consommation des avantages économiques attendus de l'actif.

Pour l'ensemble des actifs, il est apprécié à la clôture de l'exercice s'il existe un indice externe ou interne de perte de valeur montrant qu'un actif a pu perdre notablement de sa valeur. Si la valeur actuelle d'un actif immobilisé devient inférieure à sa valeur nette comptable, cette dernière est ramenée à la valeur actuelle par le biais d'une dépréciation.

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

Les amortissements sont calculés sur la durée réelle d'utilisation.

Créances :

Les créances, dont les créances clients, sont évaluées à leur valeur nominale. Les créances clients font l'objet, le cas échéant, d'une provision calculée sur la base du risque de non recouvrement.

QUALAUDIT

Société de Commissaires aux comptes
21C, rue Jacques CARTIER
78960 VOISINS LE BRETONNEUX
RCS Versailles B: 883 851 610
Tél: 01 61 37 01 91

Annexe (suite)**NOTES SUR LE BILAN ACTIF****Immobilisations**

Actif immobilisé	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Immobilisations incorporelles	70 017			70 017
Immobilisations corporelles	277 350	156 363	46 851	386 862
Immobilisations financières		47 000		47 000
TOTAL	347 367	203 363	46 851	503 879

Amortissements

Immobilisations amortissables	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Frais d'établissement, de recherche et de développement				
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles	70 017			70 017
TOTAL I	70 017			70 017
Terrains				
Constructions				
sur sol propre				
sur sol d'autrui				
Installations générales, agencements				
Installations techniques, matériel, outillages industriels				
Autres immobilisations corporelles				
Installations générales, agencements divers		9 432		9 432
Matériel de transport	51 043		24 850	26 192
Matériel de bureau et informatique	133 589	37 418	22 001	149 006
Emballage récupérables et divers				
TOTAL II	184 631	46 849	46 851	184 630
TOTAL GENERAL (I+II)	254 648	46 849	46 851	254 647

QUALAUDIT

Société de Commissaires aux comptes
21C, rue Jacques CARTIER
78960 VOISINS LE BRETONNEUX
RCS Versailles B: 883 851 610
Tél: 01 61 37 01 91

Etat des créances et charges constatées d'avance

Créances	Montant brut	Echéances jusqu'à 1 an	Echéances à plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé:			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres créances			
Créances de l'actif circulant:			
Créances usagers	787 170		
Autres créances	12 090		
Charges constatées d'avance			
TOTAL	799 260		

Etat des produits à recevoir

Produits à recevoir	Montant
Participations ou immobilisations financières	
Produits d'exploitation	
Subventions/financements	
Autres produits à recevoir	16 841
TOTAL	16 841

QUALAUDIT
Société de Commissaires aux comptes
21C, rue Jacques CARTIER
78960 VOISINS LE BRETONNEUX
RCS Versailles B: 883 851 610
Tél: 01 61 37 01 91

Annexe (suite)**NOTES SUR LE BILAN PASSIF****Fonds propres**

Variation des fonds propres	A l'ouverture	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou Consommation	A la clôture
Fonds propres sans droit de reprise					
Dont générosité du public					
Fonds propres avec droit de reprise	97 998				97 998
Dont générosité du public					
Ecart de réévaluation					
Dont générosité du public					
Réserves	217 682	15 449			233 131
Dont générosité du public					
Report à nouveau					
Dont générosité du public					
Excédent ou déficit de l'exercice	15 449	-15 449			-5 265
Dont générosité du public					
Situation nette	331 129				325 864
Situation nette dont générosité du public					
Fonds propres consommables					
Dont générosité du public					
Subventions d'investissement					
Dont générosité du public					
Provisions réglementées					
Dont générosité du public					
TOTAL	331 129				325 864
TOTAL dont générosité du public					

QUALAUDIT

Société de Commissaires aux comptes
21C, rue Jacques CARTIER
78960 VOISINS LE BRETONNEUX
RCS Versailles B: 883 851 610
Tél: 01 61 37 01 91

Analyse des fonds dédiés**TABLEAU DE SUIVI DES FONDS DEDIÉS 2023**

Ressources	Nature des fonds dédiés à réaliser s/ressources de subv	Fonds à engager en début d'exercice A	Utilisation en cours d'exercice cpte 789400 B	Engagements à réaliser s/ressources aff. cpte 689400 C	Fonds restants à engager en fin d'exercice D=A-B+C
Conseil régional Île-de-France	Développement du module Dendreo/indicateurs	11 767	0		11 767
ARS Île-de-France	Promotion de la vaccination HPV sur le dép. 93	17 088	17 088		0
ARS Île-de-France	Universanté (ambassadeurs relais santé)	63 107	63 107		0
Conseil régional Île-de-France	Brochure IST à destination des professionnels	6 000	6 000		0
Agence Nationale du sport	Activité physique (année scolaire 2022-2023)	9 056	9 056		0
CNAM	Changer nos regards sur les addictions (2022)	93 785	93 785		0
CPAM 91	Jeunes engagés en santé	1 162	0		1 162
INCA	Tabado avenant 4 (092022-082023)	41 632	41 632		0
ARS Île-de-France	Feel Good (année scolaire 2022/2023)	67 050	67 050		0
ARS Île-de-France	Access (année 2022)	3 000	3 000		0
ARS Île-de-France	Accompagnement des jeunes en CEJ sur le dép. 93	33 310	0		33 310
ARS Île-de-France	Promotion de la vaccination HPV > oct 2023			131 043	131 043
CNAM	Changer nos regards sur les addictions (2023)			149 481	149 481
INCA	Tabado avenant 4 (092023-082024)			7 566	7 566
INCA	Zéro expo : parcours santé et prévention en collège			17 379	17 379
ARS Île-de-France	Feel Good (année scolaire 2023/2024)			5 008	5 008
ARS Île-de-France	Universanté (ambassadeurs relais santé 2023/2024)			16 873	16 873
Dir PJJ	Stages de proximité			5 720	5 720
Conseil régional Île-de-France	30 ans des 3000 scénarios contre un virus			33 000	33 000
Conseil régional Île-de-France	Sport et santé			26 170	26 170
Conseil régional Île-de-France	Campagne de prévention jeunesse			30 000	30 000
	TOTAL	346 957	300 719	422 240	468 478

Les ressources externes obtenues des dons, des legs ou via des subventions, affectées à des projets précis et non encore utilisés conformément à l'engagement pris à l'égard des financeurs sont portés en fin d'exercice au passif du bilan au poste « Fond dédiés ».

Au compte de résultat sont enregistrés :

- En charges dans le poste « engagements à réaliser sur ressources affectées », les dons et legs reçus dans l'exercice et non utilisés à la clôture
- En produits dans le poste « report des ressources non utilisées des exercices antérieurs », la reprise des sommes inscrites en fonds dédiés, au fur et à mesure que les dépenses relatives aux projets sont engagées.

QUALAUDIT

Société de Commissaires aux comptes
21C, rue Jacques CARTIER
78960 VOISINS LE BRETONNEUX
RCS Versailles B: 883 851 610
Tél: 01 61 37 01 91

Provisions pour risques et charges

Nature des provisions	A l'ouverture	Augmentations Dotations de l'exercice	Diminution Reprises de l'exercice	A la clôture
Provisions pour investissement				
Amortissements dérogatoires				
Autres provisions réglementées				
TOTAL (I)				
Provisions pour litiges				
Provisions pour garanties aux clients				
Provisions pour pertes sur marchés à terme				
Provisions pour amendes et pénalités				
Provisions pour pensions obligatoires similaires	280 000			280 000
Provisions pour impôts				
Provisions pour renouvellement des immobilisations				
Provisions pour gros entretiens et grandes révisions				
Provisions pour charges sociales et fiscales sur congés à payer				
Autres provisions pour risques et charges				
TOTAL (II)	280 000			280 000
TOTAL GENERAL (I+II)	280 000			280 000
Dont dotations et reprises				
- d'exploitation				
- financières				
- exceptionnelles				

Etat des dettes et produits constatés d'avance

Etat des dettes	Montant total	De 0 à 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5ans
Etablissements de crédit				
Dettes financières diverses				
Fournisseurs	93 060	93 060		
Dettes fiscales et sociales	484 091	484 091		
Dettes sur immobilisations				
Autres dettes				
Produits constatés d'avance	418 068	418 068		
TOTAL	995 219	995 219		

Charges à payer par poste de bilan

Charges à payer	Montant
Emprunts et dettes établissements de crédit	
Emprunts et dettes financières diverses	
Fournisseurs	84 401
Dettes fiscales et sociales	255 855
Autres dettes	
TOTAL	340 256

Annexe (suite)

AUTRES INFORMATIONS

Engagements pris en matière de pensions, retraite et engagements assimilés

L'association n'a signé aucun accord particulier en matière d'engagements de retraite.

Ces derniers se limitent donc à l'indemnité conventionnelle de départ à la retraite.

L'engagement total en fonction des hypothèses retenues est de 363 659 euros.

L'association a décidé de passer une provision partielle en vue de constituer le montant total de l'engagement sur une période maximale de 5 exercices. Le montant total provisionné est de 280 000 euros. Au regard du départ de Bénédicte Astier et Gabriel Féménias l'association a décidé de ne rien provisionner pour l'exercice 2023.

Engagement à	Montant
moins d'un an	74 719,62
1 à 5 ans	96 288,12
6 à 10 ans	7 672,59
11 à 20 ans	128 870,38
21 à 30 ans	50 189,90
plus de 30 ans	5 918,04
Total	363 658,65

Hypothèses de calcul retenues :

- départ à la retraite à l'âge de 60/64 ans (âge légal de départ)
- turn over fort
- taux d'inflation de 3,2%
- table de mortalité : INSEE 2024

Rémunération des cadres dirigeants

La loi n°2006-586 du 23 mai 2006, relative au volontariat associatif et à l'engagement éducatif prévoit une meilleure transparence et une plus grande précision dans l'affichage des rémunérations des dirigeants.

L'article 20 stipule que "les associations dont le budget annuel est supérieur à 150 000€ et recevant une ou plusieurs subventions de l'Etat ou d'une collectivité territoriale dont le montant est supérieur à 50 000€ doivent publier chaque année dans le compte financier les rémunérations des trois plus hauts cadres dirigeants bénévoles et salariés ainsi que les avantages en nature.

C'est en conformité avec ces dispositions réglementaires que le Crips fait mention dans son annexe financière de façon globalisée des 3 rémunérations de l'équipe de Direction qui concerne les directeurs généraux et la directrice financière.

Le montant des rémunérations des trois plus hauts cadres dirigeants bénévoles et salariés ainsi que leurs avantages en nature s'élèvent sur l'exercice à 150 723 euros.

Avantages en nature et remboursements des frais aux administrateurs

Conformément à l'article 11 des statuts de l'association qui stipule "les membres du CA ne peuvent recevoir aucune rétribution en raison des fonctions qui leur sont confiées. Des remboursements de frais sont seuls possibles. Ils doivent faire l'objet d'une décision expresse du CA, statuant hors de la présence des intéressés ; des justifications doivent être produites qui font l'objet de vérifications."

Cette année le Crips n'a pris en charge aucune somme.

QUALAUDIT

Société de Commissaires aux comptes
21C, rue Jacques CARTIER
78960 VOISINS LE BRETONNEUX
RCS Versailles B: 883 851 610
Tél: 01 61 37 01 91

Effectif moyen

	Personnel salarié	Personnel mis à disposition de l'association
Cadres	13	0
Non cadres	30	0
TOTAL	43	0

Nature et évaluation des contributions volontaires

Conformément au règlement comptable CRC 99-01, les contributions volontaires ont fait l'objet d'une valorisation dans les conditions suivantes :

Le personnel mis à disposition gratuite du CRIPS (service civique et bénévoles) est valorisé sur la base d'un smic majorée de 43% au titre des charges sociales, soit un montant de 63 248 Euros.

Honoraires du commissaire aux comptes

Le montant total des honoraires du commissaire aux comptes liés à sa mission de contrôle légal des comptes figurant au compte de résultat de l'exercice s'élèvent à 11 160E.

Rapport Spécial

Rapport spécial du Commissaire aux Comptes sur les conventions réglementées

Aux membres de l'Association,

En notre qualité de Commissaire aux Comptes de votre association, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 612-6 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

CONVENTIONS SOUMISES A L'APPROBATION DE L'ORGANE DELIBERANT

En application des dispositions de l'article L. 612-7 du code de commerce, nous avons été avisé des conventions mentionnées à l'article L.612-5 du code de commerce qui ont été passées au cours de l'exercice écoulé :

CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE


Les produits relatifs aux subventions accordées par le Conseil Régional d'Ile de France comptabilisés sur l'exercice clos le 31 Décembre 2023, s'élèvent à **2 795 000 €**.

Administrateurs concernés : Mesdames **Farida ADLANI, Charlotte BAELE, Sylvie CARILLON, Stéphanie LE MEUR, Charlotte LIVERT-ALBANEL, Sandrine LAMIRE BURTIN, Catherine MICHAUD, Christel ROYEL** et Messieurs **Jean-Luc DUMESNIL** et **Ludovic TORO**.

AGENCE REGIONALE DE LA SANTE D'ILE DE FRANCE

Les produits relatifs aux subventions accordées par l'Agence Régionale de la Santé comptabilisés sur l'exercice clos le 31 Décembre 2023, s'élèvent à **729 089 €**.

Administrateurs concernés : Messieurs **Marc GUILLAUME** et **Eric QUENAULT**.



MAIRIE DE PARIS

Les produits relatifs aux subventions accordées par la Mairie de Paris comptabilisés sur l'exercice clos le 31 Décembre 2023, s'élèvent à **58 000 €**.

Administrateurs concernés : Madame **Anne-Claire BOUX**

Fait à Voisins-le-Bretonneux,
Le 04 Juin 2024

Le Commissaire aux Comptes

QUALAUDIT
Stéphane NICOL

